unesco

Institut international de planification de l'éducation

Niger, redonner une confiance et une vision sur l'utilisation des données

Retranscription de l'intervention de Patrick Nkengne, responsable du programme d'appui au pilotage de la qualité de l'éducation à l'IIPE-UNESCO Dakar, dans la session Data Challenge, le défi des données, forum ADEA Octobre 2022. Cette intervention vise à présenter l'expérience du programme au Niger sur la question du défi des données.

Le Niger a mis en place depuis 2005 un système national d'évaluation des acquis scolaires logé au sein de la Direction de l'évaluation scolaire. La Direction a observé qu'après la publication des résultats d'évaluation, aucun acteur de l'éducation ne ré-utilisait les données pour les remédiations.

A partir de là, la Direction a souhaité que chaque commune éducative puisse prendre les données qui la concerne, les analyse et montre à ses enseignants les domaines sur lesquels les élèves ont des difficultés afin qu'ils puissent y remédier.

La réflexion est ainsi orientée sur l'utilisation des données par les acteurs situés aux niveaux intermédiaires du système. Le choix du niveau communal vient du fait que dans la politique de décentralisation de l'éducation au Niger, ce sont les communes qui sont censées recevoir les compétences de gestion de l'éducation de base. Mais il y a 266 communes au Niger, avec des réalités très différentes : par où commencer ? Comment faire ?

Pendant que la Direction de l'évaluation se posait ces questions, le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) du Niger a bénéficié du programme d'appui au pilotage de la qualité de l'éducation mis en œuvre par l'IIPE-UNESCO Dakar. Ce programme a aidé la Direction à réfléchir de façon plus large et à considérer d'autres aspects de la question. Par exemple :

- L'enseignant n'est pas le seul responsable de la réussite des élèves. Comme on a dit tout au long de cette conférence, l'enseignement est tout un écosystème où des facteurs hors de la classe et même de l'école influent sur ce qu'il se passe dans la classe. Dans cette réflexion sur l'utilisation des données, il est nécessaire de les prendre en compte.
- Précisément, il existe des données quantitatives et qualitatives produites par le système qui donnent de précieuses informations sur ce qui se passe dans les écoles et même hors des écoles (statis-

tiques scolaires, rapport d'inspections). Toutes ces informations peuvent servir à mieux comprendre les différents contextes, les défis de chaque commune et aider à prendre des décisions appropriées.

Plutôt que de prendre une décision au niveau central du ministère pour imposer aux acteurs d'utiliser les données dans leurs pratiques professionnelle, le choix a été fait de mener une étude dans 2 communes à profils diversifiés (urbain/rural ; équipée/non équipée) pour identifier :

- Quelles sont les données quantitatives et qualitatives qui existent ?
- Sont-elles dans un état immédiatement exploitable (format papier vs. format informatisé/base de données) ?
- Qu'est ce qui empêche que ces données soient utilisées ?
- Qu'est ce qu'il faudrait faire pour que ce processus d'utilisation des données puisse commencer.

Cette étude a donné des résultats intéressants.

Un manque de confiance et de vision sur l'utilisation des données

- Il y a un manque de vision du système sur l'utilisation des données, matérialisée par le fait que cela ne figure dans le mandat d'aucun acteur de l'éducation. En réalité, à tous les niveaux, les données sont simplement collectées et transmises à la hiérarchie pour prouver qu'une tâche prescrite a été accomplie.
- Il y a une non-confiance dans les données : situation reconnue à tous les niveaux du MEN
  - Trop de données sont collectées, cela prend du temps, et il n'y a aucun retour : du coup, pour éviter les sanctions, certains acteurs remplissent ce qu'ils peuvent pour éviter des représailles. Ils savent que personne ne reviendra vers eux de toute façon.
  - Les évaluations nationales et internationales sont remises en cause par les acteurs de terrain. Ils considèrent que les tests sont conçus sans leur avis, certaines méthodes d'évaluation ne sont pas connues des élèves (questions à choix multiple) et c'est normal qu'ils ratent les items. Pour eux, les résultats ne reflètent pas leur performance. Donc, ils ne les utilisent pas.
  - Malgré ces regards plutôt négatifs que le terrain a sur les données du système, le niveau central les utilise pour décerner des prix aux meilleurs enseignants et aux écoles les plus performantes. Conscients de cela, certaines écoles n'hésitent pas à falsifier les données pour éviter d'être stigmatisées comme les plus mauvaises écoles. Comme les acteurs falsifient eux-mêmes leurs données, ils ne sont pas prêts à les utiliser.

Format des données

Certaines communes ont une expérience dans la saisie de leurs données sur plusieurs années. Tandis que d'autres enregistrent encore leurs informations sous format papier. Renforcer les communes dans l'utilisation des données nécessitera de mener des interventions différentes selon les lieux. Dans l'immédiat,

certaines communes ont besoin d'équipement informatique, tandis que d'autres ont besoin de renforcer leurs compétences en analyse des données quantitatives et qualitatives.

Comme vous le voyez, progressivement l'étude a révélé différents types de problèmes. Et il faudra que les 266 communes arrivent à analyser où ils en sont sur cette question. Il est presque certain que certains communes auront des problèmes spécifiques qu'il faudra aussi gérer. Il est donc nécessaire d'avoir une stratégie efficace pour aborder cette question.

En collaboration avec le programme d'appui au pilotage de la qualité de l'éducation, la Direction de l'évaluation a alors défini une stratégie en 3 étapes pour permettre à chaque commune de surmonter cette question d'utilisation des données.

1. Faire le point de toutes les données existantes dans la commune, étudier leur readiness à l'utilisation, les analyser afin de mettre en évidence les problématiques prioritaires en matière d'éducation pour la commune. Cela doit être fait en alignement aux objectifs de la politique éducative nationale.
2. Réunir tous les acteurs intervenant dans l'éducation dans la commune (MEN, ONG, PTF, Communauté, etc.) afin de prendre connaissance des problématiques et en identifier les causes. L'objectif de cette rencontre est au final de s'accorder sur des objectifs éducatifs pour la commune, toujours en alignement sur la politique éducative nationale, et définir les stratégies à mettre à œuvre pour y arriver. On pourrait appeler cela un plan d'amélioration de la qualité de l'éducation de la commune
3. Mettre en œuvre le plan en assurant un suivi accompagnement aux acteurs ; il faudra se réunir à nouveau tous les 6 mois pour recommencer les 3 étapes. Ce qui permettra de mesurer les progrès réalisés, et apporter les corrections/ajustements nécessaires aux actions : c-à-d identifier ce qu'il faudrait changer et/ou continuer de faire.

En élaborant cette stratégie, la Direction de l'évaluation s'est rendu compte qu'elle pouvait faire évoluer le mandat de ses directions régionales. En effet, la Direction avait créé dans chacune des 8 régions éducatives une direction dont le seul rôle était d'aider à la collecte et saisie des données de l'évaluation nationale des acquis des élèves.

Les années où il n'y avait pas d'évaluation, ou alors une fois ce travail terminé, les agents des directions régionales n'avaient plus rien à faire. Il a alors été décidé de confier à ces directions régionales d'évaluation la réalisation de l'étape 1 de la stratégie relative à l'analyse des données de toutes les communes sous leurs responsabilités. Ainsi, chaque commune pourra non seulement connaître sa situation, mais elle pourra aussi se comparer aux autres.

Prochaines étapes

Comme on le voit, dans la stratégie décrite, si certains éléments sont maîtrisés, d'autres ne le sont pas.

Par exemple : Jusqu'à quelle profondeur d'analyse les agents déconcentrés de la direction de l'évaluation sont-ils capables d'exploiter les données des communes ? Quel renforcement de capacité faut-il leur donner ? On parle de faire

dialoguer les acteurs impliqués dans l'éducation au niveau communal ; comment conduire un dialogue avec des acteurs de profils aussi diversifiés de sorte à arriver à un consensus sur les actions à mener au niveau d'une commune ? Quel est le coût approximatif de mise en œuvre de cette stratégie en 3 étapes et comment la financer ? Tout cela est inconnu pour l'instant.

Pour répondre à ces questions, le programme a décidé d'accompagner le Niger dans la mise en œuvre de cette stratégie dans deux communes à profil très différent (l'un très en retard et l'autre plutôt avancé). L'opération vient de commencer. Le souhait est que d'ici juin 2023 (fin de l'année scolaire en cours), qu'on puisse répondre à toutes les questions ci-dessus, et surtout qu'on puisse identifier les conditions requises pour mettre à l'échelle.

Pour finir, le processus dans lequel le Niger est engagé a pour but de redonner aux acteurs du niveau communal, un rôle et une responsabilité active dans la gestion de leurs écoles. Il ne s'agira plus de toujours attendre que le niveau central nous dise ce qu'il faut faire, mais de prendre conscience qu'il y a assez d'informations autour de nous pour agir.

Contacts

Patrick Nkengne
Responsable de programme /
Expert principal en pilotage de la qualité
ap.nkengne@iiep.unesco.org | pdkcontact@iiep.unesco.org

Site internet
dakar.iiep.unesco.org/programmes/appui-au-pilotage-de-la-qualite-de-leducation-de-base

unesco
dakar.iiep.unesco.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux
fr.linkedin.com/company/iiepunesco
fr-fr.facebook.com/IIEPUNESCO
twitter.com/IIEP_UNESCO